

# re-belles

**8 MARS : JOURNÉE DES DROITS DES FEMMES**

## **Injustices, inégalités, trop c'est trop !**

Il n'est toujours pas question, pour le président de la République, d'augmenter les salaires, de faire reculer la précarité qui touche en priorité les femmes, pourtant la rue gronde de la métropole jusqu'aux Antilles : "De l'argent pour les salariées, pas pour les banquiers".

Depuis des décennies, les femmes subissent de plein fouet les méfaits du capitalisme amplifiés par le poids des dominations sexistes.

Le 29 janvier dernier, nous étions nombreuses et nombreux à rejeter la précarité et à revendiquer des emplois stables, des augmentations de salaires, un développement et une amélioration des services publics répondants aux besoins humains.

Avec les élections européennes, il faut donner un coup d'arrêt aux choix rétrogrades, réactionnaires, antisociaux et antidémocratiques du pouvoir.

Les femmes ont l'habitude de travailler en réseau pour faire valoir leurs droits, pour défendre leurs acquis, pour qu'existe enfin l'égalité homme/femme. Ces formes de luttes, de rassemblements peuvent se retrouver dans le *Front de gauche*, qui doit encore s'élargir à toutes celles et tous ceux qui refusent "la concurrence libre et non faussée", à toutes celles et tous ceux qui pensent que le capitalisme a fait son temps, à toutes celles et tous ceux qui veulent véritablement transformer l'Europe.

Mais, pour changer le quotidien des femmes, il faut obtenir une réelle égalité en tirant par le haut TOUS les droits, au sein d'une Europe des peuples et non du fric.

En ce 8 mars 2009, journée internationale des droits des femmes, soyons solidaires pour une société de pleine ÉGALITÉ dans une Europe de paix, de progrès, de justice sociale et de mise en commun.

**Laurence Cohen**

responsable nationale du PCF *Droits des femmes/féminisme*

## **SANTÉ DES FEMMES : profit ou prévention ?**

Notre pays, longtemps à la pointe d'un système préventif de santé grâce à la qualité de son service public, est aujourd'hui dans le collimateur de l'économie de marché. En France, en Europe, les mêmes causes produisent les mêmes effets : franchises médicales, casse de la santé publique, remise en cause des retraites... Pour le gouvernement, réduire les dépenses publiques, c'est renier un peu plus sur la prévention, les soins. Ainsi, des services hospitaliers sont menacés de fermeture, des maternités sont rayées de la carte. La naissance d'un enfant doit-elle être rangée dans la colonne des profits financiers ?

C'est dans ce même esprit de marchandisation à outrance que le mouvement du planning familial français (MFPF) voit cette année ses subventions réduites de 42%, avant leur suppression pure et simple en 2010.

Cela entraînerait, si on laissait faire, la disparition d'un tiers des centres d'information sur la contraception et l'avortement.

Heureusement, la mobilisation prend de l'ampleur, et ce sont près de 10000 personnes qui signent, chaque jour, la pétition lancée par le MFPF.

Pour le maintien des lieux d'information, et d'éducation à la sexualité, signez à votre tour cette pétition

[www.planning-familial.org/petition-defense-loi-neuwirth](http://www.planning-familial.org/petition-defense-loi-neuwirth)

**au  
ZÉNITH  
le 8 mars  
à 14h30**

**FRONT  
DE GAUCHE**  
*Pour changer d'Europe*

avec  
**Marie-George  
BUFFET  
Jean-Luc  
MÉLENCHON**

**PCF**  
Parti communiste français

## Une Europe pour le droit à la maternité choisie

Voilà plus d'un an que des militantes féministes, des associations, le Parti communiste français se battent pour obtenir du Parlement européen l'obligation, pour les États membres, d'autoriser l'avortement à toutes les Européennes. Plusieurs rencontres de travail ont eu lieu et une charte pour les droits des Européennes a été élaborée, qui réclame notamment la mise en œuvre de moyens en matière de remboursement de toute contraception, la levée de l'interdiction de l'avortement et l'autorisation qu'il soit pratiqué jusqu'à 16 semaines de grossesse.

L'Europe doit arrêter de répondre aux sirènes de l'argent et avoir pour obligation la mise en œuvre de ces droits élémentaires, c'est ce que porteront avec force les communistes lors de la campagne des élections européennes.

### **La maternelle : un bien pédagogique très précieux**

La maternelle sait initier une pédagogie active, privilégier le jeu, permettant l'épanouissement du jeune enfant, elle fait vivre l'expérience de la vie collective depuis plusieurs décennies et pour de nombreuses générations.

Dans le même temps, elle a facilité l'autonomie des femmes par l'accès à l'emploi. C'est intolérable pour ce gouvernement, qui veut casser ce service d'éducation publique, laïque, et gratuite. S'appuyant sur le rapport Tabarot qui fait l'éloge du besoin d'une présence plus longue de la mère auprès de son enfant, le gouvernement cherche à mettre en selle des "Jardins d'Éveil" payants pour les moins de 3 ans sans encadrement enseignant.

Nous y voilà, être docile aux recommandations de la commission de Bruxelles et s'attaquer à tout ce qui a fait la richesse de la France.

Nous ne voulons pas de cette Europe-là !

Contact :

Commission *Droits des femmes/féminisme*

2 place du Colonel-Fabien 75019 Paris

Tél : 01 40 40 12 27 - E-mail : eackermann@pcf.fr

## Les femmes dans l'œil du cyclone de la crise

Toujours en marge de l'autonomie économique, les femmes sont au cœur de la flexibilité. La crise, pas pour tout le monde, va-t-elle servir d'alibi pour ralentir une fois de plus l'égalité professionnelle homme/femme ? Sans aucun doute ! Nicolas Sarkozy dit appliquer son programme : régression dans les missions de services publics, non revalorisation significative des pensions retraites et autres rémunérations, progression des emplois flexibles et à temps partiels. Quant au patronat, il se cache derrière la dite régression pour licencier et aller réaliser sa masse de profits ailleurs, dans les pays où la main d'œuvre est corvéable à merci.

Ensemble, exigeons :

- La réorientation des 360 milliards accordés aux banques, en faveur des salarié-e-s pour développer le pouvoir d'achat et l'emploi.
- La mise en place d'un SMIC européen.
- L'obligation de respecter l'égalité d'embauche, de salaire et de déroulement de carrière entre homme et femme.
- Et enfin l'abrogation du temps partiel imposé.

### **Les femmes sont :**

80% des salariées payés en dessous du SMIC

54% des chômeurs inscrit à l'ANPE

57% des chômeurs non indemnisés

83% des temps partiels imposés

83% des retraitées en dessous du minimum vieillesse.

### **Pour une loi-cadre contre les violences faites aux femmes : l'action continue**

25 novembre 2008, le colloque pour réaffirmer la nécessité d'une loi cadre ; 27 novembre, rassemblement devant l'Assemblée nationale et 15000 signatures de la pétition déposées, Résultat : une commission d'évaluation mise en place, dont Marie-George Buffet en est la vice présidente. À l'issue du travail de cette commission, il y aura peut-être débat ou non. Nous restons mobilisées.

---

## **Le Parti communiste au cœur des rassemblements populaires et citoyens pour changer les politiques en France et en Europe**

Je souhaite être informé-e des initiatives du Parti communiste français

Je décide d'être membre du Parti communiste français

Je verse \_\_\_\_\_ euros (chèque à : Association de financement du PCF)

Nom et prénom: \_\_\_\_\_

Adresse: \_\_\_\_\_

Téléphone: \_\_\_\_\_ Courrier électronique: \_\_\_\_\_

Renvoyer à : Parti communiste français: 2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris cedex 19 - Tél : 01 40 40 12 12 - e-mail: pcf@pcf.fr - web: www.pcf.fr